



PRÉFACE

Depuis 1997, le Groupe National de Réflexion sur le Développement Humain Durable (GNR-DHD) publie un rapport national en tant que contribution au dialogue sur les politiques nationales, grâce à l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement au Burkina Faso. Cette année, le GNR-DHD a retenu la lutte contre la corruption pour thème de son rapport.

En effet, la corruption constitue un phénomène mondial et aucun pays ne semble plus y échapper. Sans aucun doute, elle constitue une entrave importante au développement humain, notamment dans les pays en développement. Parce qu'elle conduit à des projets mal gérés et finalement inefficaces et à une perte d'efficacité des dépenses sociales, elle favorise finalement l'accroissement des inégalités et de la pauvreté humaine. La corruption se nourrit aussi du manque de transparence dans la conduite des affaires publiques et s'accompagne souvent de moindres libertés publiques, affectant notamment les contre pouvoirs tels que la presse et la justice.

Au Burkina Faso, la prolifération dans le langage populaire de termes pour désigner la corruption atteste déjà de l'importance que le phénomène a pu prendre. D'ailleurs, ces termes semblent désigner autant la petite corruption ("l'argent de la bière", "pourboire", "il faut pimenter ma sauce") que la grande ("couler de l'encre", "10%", "20%"). L'enquête menée par le GNR-DHD confirme cet état de fait. La corruption est perçue aujourd'hui comme un phénomène répandu au pays des hommes intègres, et ceci dans les principaux secteurs d'activité : police et gendarmerie, douane, marchés publics, mairies, justice, éducation, santé, secteur privé etc.

Les causes de la corruption sont certes multiples, mais deux facteurs sont parmi les plus cités : les mauvaises conditions de vie en amont et l'impunité en aval. Seule une minorité des individus interrogés par le GNR-DHD considère l'ignorance et l'analphabétisme comme un facteur explicatif important de la corruption. C'est plutôt la perte de valeurs collectives de

référence, qu'il s'agisse du civisme, du patriotisme, ou encore des valeurs morales et religieuses et aussi l'émergence de valeurs individuelles négatives telles que la recherche du gain facile, qui expliquent le développement du phénomène de la corruption.

La définition d'une politique nationale de lutte contre la corruption apparaît donc nécessaire aujourd'hui. Malgré quelques vides juridiques, notamment sur le financement privé des partis politiques, le cadre normatif et institutionnel burkinabè apparaît relativement complet pour que puisse s'engager une politique systématique de lutte contre la corruption. D'ailleurs, les institutions étatiques, de création ancienne ou récente, sont en place pour prendre en charge cette politique. Reste à dégager les priorités pour mener à bien ces actions, parmi lesquelles on peut citer une meilleure diffusion de l'information administrative, la mise en place d'un code des bonnes conduites, le développement de la culture démocratique et de l'éducation civique, l'ouverture de la saisine du juge aux structures et organisations de lutte contre la corruption.

Christian Lemaître

Représentant Résident du PNUD et

Coordonnateur du Système des Nations Unies